L.561/2/V. YB.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale le 30 août 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent instituant un Conseil d'Honneur pour sous-officiers de carrière, a donné en sa séance du 2 septembre 1949 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 30e Augustus 1949, door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot instelling van een Ereraad voor beroepsonderofficieren, heeft ter zitting van 2 September 1949 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis au Conseil d'Etat a pour objet la création de conseils d'honneur pour sous-officiers de carrière, analogues à ceux institués pour les officiers de carrière et de réserve par les arrêtés royaux des 25 avril 1889 et 26 mars 1940.

Il reproduit presque textuellement l'arrêté royal du 25 avril 1889. Celui-ci a donné lieu à une jurisprudence interprétative qui pourra être utilement suivie pour les sous-officiers. C'est pour cette raison que le Conseil d'Etat s'est abstenu de proposer des modifications au texte soumis, malgré les particularités de sa rédaction.

L'arrêté n'ayant pas d'intitulé il convient de lui en donner un.

Les modifications apportées au préambule et aux dispositions nouvelles de l'arrêté sont de pure forme et ne requièrent aucun commentaire; elles sont soulignées dans le texte ci-après.

ARRETE DU REGENT INSTITUANT DES CONSEILS D'HONNEUR POUR SOUS-OFFICIERS DE CARRIERE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers modifiée par la loi du 11 avril 1936;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

Il est institué dans chaque corps un conseil d'honneur des sous-officiers de carrière.

Ce conseil a pour mission d'instruire les faits imputés à tous les sous-officiers de carrière, qu'ils appartiennent ou non au corps des sous-officiers de carrière, et qui seraient de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la dignité du corps des sous-officiers.

Il ne peut connaître de faits tombant directement sous l'application du règlement de discipline ou des lois pénales.

Article 2 -

Le conseil d'honneur d'un corps comprend :

- un adjudant de 1ère classe;
- un adjudant;
- un 1er sergent-major (1er maréchal des logis chef);
- un 1er sergent (1er maréchal des logis);
- un sergent (maréchal des logis).

Article 3 -

Les membres du conseil d'honneur sont élus, dans chaque grade, par les sous-officiers de ce grade, présents au corps.

Leur mandat dure une année. Ils peuvent être réélus à l'expiration de ce mandat. Ils doivent avoir la qualité de sous-officier de carrière.

Un membre suppléant, pour chaque grade, est élu de la même manière.

L'élection a lieu au vote secret, à la majorité absolue des sous-officiers présents.

Si le premier tour de scrutin ne donne pas do résultats, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux sous-officiers qui ont obtenu le plus de suffrages.

Il n'est procédé à un nouveau vote, dans le courant de l'année, que dans le cas où un membre du conseil et son suppléant viendraient à manquer simultanément.

Article 4 -

Le conseil d'honneur siégeant est composé de trois membres désignés comme suit :

A. Si le comparant est sergent, le conseil se compose de :

un 1er sergent-major, président,
un 1er sergent,
un sergent.

B. Si le comparant est 1er sergent, le conseil comprend :

un adjudant, président,
un 1er sergent-major,
un 1er sergent.

C. Si le comparant est 1er sergent-major, le conseil est formé de :

un adjudant de 1ère classe, président,
un adjudant ou deux adjudants dont le plus ancien est président si le corps ne comporte pas d'adjudant de 1ère classe,
un 1er sergent-major.

D. Si le comparant est adjudant, le conseil comprend :

deux adjudants de 1ère classe, dont le plus ancien est président,
un adjudant.

Lorsqu'exceptionnellement, deux sous-officiers de grades différents comparaissent devant le conseil, la section correspondante au plus élevé de ces grades se réunit seule.

Article 5 -

Dans le cas où un adjudant de lère classe se serait rendu coupable de faits visés dans l'article ler, un conseil est formé d'après les ordres du commandant de la D.I. ou autorité en tenant lieu. Ce conseil comportera au moins deux adjudants de lère classe plus anciens que le comparant.

Article 6 -

Dans les détachements il est constitué un conseil d'honneur composé d'une façon analogue à celle déterminée à l'article 2.

Si l'effectif en sous-officiers ne permet pas la formation de ce conseil, l'affaire est soumise au conseil du corps, qui reçoit tous les renseignements recueillis.

Lorsqu'il ne sera pas possible de réunir dans le corps un conseil d'honneur comportant au moins deux sous-officiers d'un grade plus élevé que celui du comparant, un conseil d'honneur satisfaisant à cette condition sera constitué par le cdt de la D.I. ou autorité en tenant lieu.

Article 7 -

Les sous-officiers n'appartenant pas à un corps, de même que les sous-officiers des services territoriaux peuvent être déférés au conseil d'honneur d'un corps à désigner par le commandant de la province.

Cette désignation est faite par le commandant de la D.I., ou toute autorité en ayant les attributions, si l'unité ne stationne pas sur le territoire national.

Article 8 -

Tout sous-officier a le droit de signaler, par écrit, à un des membres du conseil d'honneur, les écarts de conduite d'un sous-officier, qui seraient de nature

Ce membre fait part de la communication qu'il a reçue aux membres d'un grade plus élevé. L'adjudant de lère classe en donne connaissance au chef de corps.

Article 9 -

Le conseil ne s'assemble qu'avec l'autorisation du chef de corps ou du détachement, qui reste seul juge de la nécessité de la convocation.

Article 10 -

Tout sous-officier peut, de la manière indiquée ci-dessus, demander la convocation du conseil d'honneur, à l'effet de lui soumettre un différend ou de se disculper de soupçons calomnieux dont il ne pourrait faire justice par un autre moyen convenant à sa situation.

Article 11 -

Le conseil d'honneur peut aussi être saisi directement par le chef de corps.

Il peut l'être également par les autorités visées à l'article 7 du présent arrêté pour les cas concernant les sous-officiers auxquels cet article est applicable.

Article 12 -

Le chef de corps fixe la date de la réunion du conseil et convoque l'intéressé et les témoins.

Article 13 -

Le rapport du conseil est établi par écrit. Les déclarations du comparant sont actées si elles sont présentées verbalement, ou jointes à l'enquête si elles sont présentées par écrit.

L'intéressé peut se faire assister par un sous-officier plus ancien ou supérieur en grade, ayant la qualité de sous-officier de carrière.

Il peut demander par écrit la récusation, pour motifs graves, d'un des membres du conseil. Ce dernier, par vote secret, décide du bien-fondé de la demande.

Article 14 -

L'enquête terminée, le conseil délibère et émet son avis sur les faits qui lui ont été soumis et sur le plus ou moins de gravité de l'atteinte qui aurait été portée à la dignité ou à l'honneur du corps des sous-officiers.

Article 15 -

L'enquête et le procès-verbal mentionnant les conclusions sont, par l'intermédiaire de l'adjudant de 1ère classe, membre du conseil, envoyés au chef de corps (ou à la haute autorité visée à l'article 7) qui inflige, éventuellement, la sanction qui s'impose et la fait connaître à l'intéressé.

Le dossier est transmis, dans les 30 jours et par la voie hiérarchique, au département de la Défense nationale. Il est accompagné d'un rapport mentionnant la sanction prise (éventuellement) ainsi que les avis et propositions du chef de corps et de tous les chefs hiérarchiques.

Ces documents sont transmis sous pli confidentiel.

Article 16 -

Le Ministre de la Défense nationale statue. Le cas échéant, il prononce la non activité par mesure disciplinaire ou il ordonne la réunion d'un conseil d'enquête

formé en vertu de la loi du 27 juillet 1934, modifiée par la loi du 11 avril 1936, sur le statut des sous-officiers.

Article 17 -

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp dat aan de Raad van State is voorgelegd, heeft als voorwerp ereraden voor beroepsonderofficieren op te richten zoals er bij de koninklijke besluiten van 25 April 1889 en 26 Maart 1940 ten behoeve van de beroeps- en de reserveofficieren werden ingesteld.

Het neemt nagenoeg woordelijk het koninklijk besluit van 25 April 1889 over. Dit laatste is aanleiding geweest tot een interpretatieve rechtspraak die met nut kan worden gevolgd. Om die reden heeft de Raad van State zich onthouden wijzigingen aan de voorgelegde tekst voor te stellen, ondanks de eigenaardigheden van de redactie.

Het ontwerp heeft geen titel; men zou er een moeten aan geven.

De wijzigingen die in de inleiding en in de nieuwe bepalingen van het besluit werden aangebracht, betreffen alleen de vorm en vergen geen commentaar; zij zijn in de hierna volgende tekst onderstreept.

BESLUIT VAN DE REGENT TOT INSTELLING VAN ERERADEN VOOR BEROEPSONDEROFFICIEREN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der beroepsonderofficieren, zoals zij werd gewijzigd bij de wet van 11 April 1936;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

.../...

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Bij elk korps wordt een ereraad van de beroepsonderofficieren ingesteld.

Die raad heeft tot opdracht de feiten te onderzoeken ten laste gelegd van al de onderofficieren, of zij al dan niet tot het korps der beroepsonderofficieren behoren, en die van zulken aard zijn dat zij de eer of de waardigheid van het korps der onderofficieren schaden.

Hij is niet bevoegd om kennis te nemen van feiten die rechtstreeks onder toepassing vallen van het tuchtreglement of van de strafwetten.

Artikel 2.-

De ereraad van een korps bestaat uit :

- een adjudant 1ste klasse;
- een adjudant;
- een 1ste sergeant-majoor (1ste opperwachtmeester);
- een 1ste sergeant (1ste wachtmeester);
- een sergeant.

Artikel 3.-

De leden van de ereraad worden, in elke graad, gekozen door de bij het korps aanwezige onderofficieren met die graad.

Hun mandaat duurt een jaar. Zij kunnen na afloop van dit mandaat herkozen worden. Zij moeten de hoedanigheid van beroepsonderofficier hebben.

Een plaatsvervangend lid wordt voor elke graad op dezelfde wijze gekozen.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming, bij volstrekte meerderheid van de aanwezige onderofficieren.

.../...

Indien de eerste stemming geen uitslagen oplevert, heeft een herstemming plaats tot verkiezing van één der twee onderofficieren die de meeste stemmen behaald hebben.

In de loop van het jaar geschiedt een nieuwe stemming uitsluitend wanneer een lid van de raad en zijn plaatsvervanger tegelijk komen te ontbreken.

Artikel 4.-

De zetelende ereraad bestaat uit drie leden, aangeduid als volgt:

A. Zo de verschijnende sergeant is, bestaat de raad uit :

een 1ste sergeant-majoor, voorzitter,
een 1ste sergeant,
een sergeant.

B. Zo de verschijnende 1ste sergeant is, bestaat de raad uit

een adjudant, voorzitter,
een 1ste sergeant-majoor,
een 1ste sergeant.

C. Zo de verschijnende 1ste sergeant-majoor is, wordt de raad samengesteld uit:

een adjudant 1ste klasse, voorzitter,
een adjudant of twee adjudanten van wie de oudste in graad voorzitter is, ingeval geen adjudant le klasse in het korps is,
een 1ste sergeant-majoor.

D. Zo de verschijnende adjudant is, bestaat de raad uit:

twee adjudanten van 1ste klasse, van wie de oudste in graad voorzitter is,
een adjudant.

.../...

Indien er bij uitzondering voor de raad twee onderofficieren van verschillende graad verschijnen, dan vergadert alleen de sectie, overeenstemmend met de hoogste dier graden.

Artikel 5.-

Maakt een adjudant 1ste klasse zich aan bij artikel 1 bedoelde feiten schuldig, dan wordt er, volgens de bevelen van de commandant der I.D. of van de overheid die hem vervangt, een raad samengesteld. In deze raad zullen ten minste twee adjudanten 1ste klasse zetelen die ouder in graad zijn dan de verschijnende.

Artikel 6.-

Bij de detachementen wordt een ereraad opgericht die samengesteld wordt op dezelfde wijze als bepaald bij artikel 2.

Zo het aantal onderofficieren ontoereikend is om die raad samen te stellen, wordt de zaak onderworpen aan de raad van het korps, die al de ingewonnen inlichtingen ontvangt.

Wanneer het niet mogelijk is in het korps een ereraad samen te stellen waarin ten minste twee onderofficieren zetelen met een hogere graad dan die van de verschijnende, zal door de comdt der I.D. of door de overheid die hem vervangt een ereraad samengesteld worden, welke aan deze voorwaarde voldoet.

Artikel 7.-

De niet tot een korps behorende onderofficieren, evenals de onderofficieren van de territoriale diensten, kunnen verwezen worden naar de ereraad van een door de commandant der provincie aan te wijzen korps.

Deze aanwijzing geschiedt door de commandant van de I.D. of door de overheid die diens bevoegdheid heeft indien de eenheid niet op het nationaal grondgebied legert.

.../...

Artikel 8.-

Ieder onderofficier heeft het recht bij een der leden van de ereraad schriftelijk de buitensporigheden van een onderofficier aan te geven, die van zulken aard zijn dat zij de waardigheid van het korps der onderofficieren schaden.

Dit lid geeft aan de leden met een hogere graad kennis van de door hem ontvangen mededeling. De adjudant 1ste klasse brengt ze ter kennis van de korpscommandant.

Artikel 9.-

De raad vergadert uitsluitend met de toelating van de commandant van het korps of van het detachement, die alleen oordeelt over de noodzakelijkheid van de bijeenroeping.

Artikel 10.-

Ieder onderofficier mag op de hiervoren vermelde wijze verzoeken de ereraad bijeen te roepen ten einde hem een geschil voor te leggen of zich vrij te pleiten van lasterlijke verdenkingen waarvan hij de ongegrondheid niet zou kunnen aantonen door een ander bij zijn toestand passend middel.

Artikel 11.-

De korpscommandant kan een zaak rechtstreeks voor de ereraad brengen.

De overheden in artikel 7 van dit besluit bedoeld kunnen dit eveneens, voor de gevallen betreffende de onderofficieren op wie dit artikel van toepassing is.

.../...

Artikel 12.-

De korpscommandant bepaalt de datum waarop de raad vergadert, en roept de betrokkene en de getuigen op.

Artikel 13.-

Het verslag van de raad wordt schriftelijk opgemaakt. De verklaringen van de verschijnende worden aangetekend zo zij mondeling geschieden, of bij het onderzoek gevoegd zo zij schriftelijk ingediend worden.

De betrokkene mag zich laten bijstaan door een onderofficier die ouder of hoger in graad is en de hoedanigheid van beroepsonderofficier bezit.

Hij mag, om ernstige redenen, schriftelijk om wraking verzoeken van een der leden van de raad. Deze laatste beslist bij geheime stemming over de gegrondheid der aanvraag.

Artikel 14.-

Eens het onderzoek ten einde, beraadslaagt de raad en brengt hij advies uit over de feiten die hem voorgelegd werden, alsmede over de meerdere of mindere ernst van de schade die aan de waardigheid of aan de eer van het korps der onderofficieren mocht toegebracht zijn.

Artikel 15.-

Het onderzoek en het proces-verbaal met de besluiten worden door bemiddeling van de adjudant 1ste klasse, lid van de raad, aan de korpscommandant (of aan de hoge overheid bedoeld in artikel 7) gestuurd, die bij voorkomend geval de aangewezen strafmaatregel oplegt en er de betrokkene kennis van geeft.

Het dossier wordt binnen 30 dagen en langs de hiërarchische weg aan het departement van Landsverdediging overgemaakt. Het is vergezeld van een verslag waarin de (bij voorkomend geval) getroffen strafmaatregel, alsmede de adviezen en voorstellen van de korpscommandant en van al de hiërarchische meerderen vermeld zijn.

.../...

Deze stukken worden als vertrouwelijk overgemaakt.

Artikel 16.-

De Minister van Landsverdediging doet uitspraak. Bij voorkomend geval spreekt hij de nonactiviteit bij tuchtmaatregel uit, of bevoelt hij de bijeenroeping van een onderzoeksraad samengesteld krachtens de wet van 27 Juli 1934, zoals deze werd gewijzigd bij de wet van 11 April 1936 betreffende het statuut der onderofficieren.

Artikel 17.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: M. SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président
De Heren: raadsheer van State, voorzitter

J. COYETTE, conseillers d'Etat
G. HOLOYE, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
A. BERNARD, bijzitters van de afdeling wetgeving

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. COYETTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. COYETTE.

Le Greffier - De Griffier, Le Président - De Voorzitter,